

Motion de cadrage en préparation des élections européennes

Exposé des motifs

Quinze mois nous séparent des élections européennes qui auront lieu le dimanche 26 mai 2019. À la suite d'une séquence difficile pour les écologistes, ces échéances s'annoncent décisives pour notre mouvement et pour la construction européenne, dans un contexte national et européen marqué par l'euroscpticisme et la montée des populismes.

Bien que nous ne soyons qu'au stade de la pré-préparation des élections européennes, plusieurs tendances semblent se dégager :

1. la volonté d'inscrire ces élections européennes dans un affrontement des pro-européens contre les souverainistes nationalistes en général de droite, stratégie qui renforce et que confortent à la fois le pouvoir en place ainsi que les Républicains et le Front national dont la tendance est à se fondre et à se concurrencer politiquement sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres ;

2. la tentative de construction d'un pôle de gauche radicale par différents acteurs nationaux et européens relativement neufs, traversé par des tendances souverainistes de gauche, autour d'une partie de Podemos, Syriza, du Bloc de gauche portugais et de la France insoumise dans un contexte d'affaiblissement de la social-démocratie traditionnelle, plusieurs d'entre eux ayant notamment intégré une forte dimension écologiste ; et de la tentative de construction par Diem25 d'un nouveau parti européen, dont serait membre en France Génération.s.

3. la volonté d'Emmanuel Macron de renverser la table politique européenne ainsi qu'il l'a fait en France en 2017, et de continuer à semer la confusion dans l'opinion, y compris en utilisant de manière opportuniste l'écologie. Et l'hypocrisie qui consiste, pour le Président de la République, à faire croire en une Europe unie et souveraine, à travers notamment les listes transnationales ou les « conventions démocratiques pour l'Europe » en cours de préparation, sans associer réellement les citoyen-ne-s aux prises de décision ni promouvoir, faute de famille politique européenne, la procédure de *Spitzenkandidaten* (ou « candidat de tête ») permettant la désignation transparente du ou de la futur-e Président-e de la Commission européenne ;

4. enfin, la position adoptée par la famille verte européenne, le Parti vert européen, premier parti pan-européen créé en 2004, visant à permettre des alliances au niveau national tout en présentant un seul et même candidat, ou binôme, en tant que *Spitzenkandidaten*. Un défi dans plusieurs pays, puisque les alliances nationales allient parfois et certainement encore en 2019 des familles politiques différentes (comme en Espagne ou en Italie). Ce Parti européen vert, le plus intégré de tous les partis européens, est engagé avec tous ses partis membres dans la rédaction d'un Manifeste commun pour 2019, comme en 2014. Ce texte, fruit d'une élaboration commune ancienne, réactualisé, met en valeur le projet écologiste singulier qui unit tous les Verts de l'Union européenne et constitue ensuite le socle de politiques publiques défendues par les députés européens verts, rassemblés au parlement dans un même groupe, parlant ensuite d'une voix durant tout le mandat, à travers leurs co-présidents. Le Parti vert européen sera aussi porteur d'une campagne commune, comme depuis 2009, conçue notamment pour les réseaux sociaux.

Plusieurs scénarios sont ainsi à ce jour envisageables en vue des élections européennes, qui vont de larges rassemblements jusqu'à une liste autonome d'Europe Écologie – Les Verts, à partir d'un projet ambitieux écologiste pour refonder l'Europe, sans retour en arrière, une Europe solidaire, fédérale, intégrant les aspirations régionales et verte. Il convient d'étudier ces différents scénarios avec lucidité tout en gardant à l'esprit la nécessité

de renforcer, en lien avec les « Assises de l'écologie et des solidarités », une écologie politique ouverte, rassembleuse et fondée sur un projet post croissant. Car le rôle et la responsabilité d'Europe Ecologie - Les Verts sont de plusieurs ordres :

- d'une part, construire et faire émerger un projet européen qui refuse le statu quo libéral et inter-gouvernemental mortifère aussi bien que le repli dans les frontières françaises qui ne sont plus à la hauteur des enjeux ni des protections ; un projet qui constitue une alternative à l'Europe d'Emmanuel Macron tout en se mettant au service des projets écologistes, sociaux et solidaires ;

- d'autre part, s'inscrire dans une stratégie de moyen-long terme, permettant l'émergence d'un rassemblement, autour de la politique, de celles et ceux qui, à tous les niveaux, agissent pour faire émerger ce projet écologiste et solidaire en dépassant le strict cadre des appareils, notamment au service des stratégies déployées sur nos territoires et tournés vers les échéances territoriales de 2020 et 2021. Ces élections doivent également être l'occasion de ramener l'écologie au premier plan, de redonner confiance à nos électeurs, de faire connaître des nouvelles têtes, notamment en réservant une place significative à des représentant.e.s de la société civile et de redynamiser un parti dont cette élection est souvent l'occasion de se régénérer.

Ce sont ces objectifs qui doivent guider notre réflexion stratégique dans les mois à venir, en lien avec le processus des Assises.

Le travail préparatoire a d'ores et déjà commencé : un travail programmatique a été engagé dès les Journées d'été de 2017, associant l'ensemble des militant.e.s qui l'ont souhaité, le Conseil programmatique et plus spécifiquement la commission Europe, ainsi que les eurodéputé.e.s et les délégué.e.s au Parti vert européen. Il est adossé à un parcours de débats sur les territoires, avec comme point d'orgue les Journées d'été 2018 de Strasbourg. Ces deux éléments faisant l'objet d'une communication spécifique lors de ce Conseil fédéral et ayant vocation à être appropriés, enrichis, mis en débat au sein et hors du mouvement dans les mois qui viennent.

MOTION :

Le conseil fédéral réaffirme sa volonté d'assurer le succès des Assises pour la refondation de l'écologie politique dans un esprit de large ouverture avec tous les acteurs de l'écologie ou impliqués dans les enjeux de l'écologie.

Afin de poursuivre ce travail préparatoire et en vue de choix décisionnels, le Conseil fédéral du 18 mars 2018 :

- **invite avant toute chose l'ensemble des adhérent-es et de nos instances régionales et locales, en prenant appui sur la contribution sur l'Europe présentée ce jour au Conseil fédéral, à engager une réflexion sur l'Europe que nous voulons et sur la manière d'y parvenir. Cette réflexion doit non seulement se dérouler en notre sein, mais aussi et surtout dans le cadre des assises de l'écologie et des solidarités avec l'ensemble des forces qui s'y impliquent ;**

- **décide qu' Europe Écologie – Les Verts doit d'ores et déjà se mettre en position de présenter une liste aux prochaines élections européennes de juin 2019 dans le cadre d'une démarche large et ouverte de rassemblement articulée avec les assises de l'écologie. La liste s'inscrira dans la dynamique de campagne du Parti vert européen (PVE) ;**

- **demande au Bureau Exécutif de solliciter les acteurs non-partidaires de l'écologie et de la solidarité ainsi qu'à toutes les formations politiques s'affirmant écologistes, régionalistes afin d'essayer de composer une liste de rassemblement écologiste, pour refonder une Europe solidaire, fédérale et assise sur les valeurs écologistes et de gauche, sans chercher à s'allier de manière exclusive avec quelque formation que ce soit ;**



- précise que la participation de militant.e.s d'EÉLV dans la fondation d'un autre mouvement politique n'engage que les intéressés/s et ne préjuge en rien des orientations et de la stratégie d'EÉLV pour les élections européennes à venir. L'enjeu sera ici de créer une nouvelle dynamique, rassembleuse, et un nouvel espoir, dans l'esprit et le périmètre des Assises de l'écologie afin de créer, à terme, une nouvelle majorité culturelle et politique ;
- demande que ce travail de rassemblement s'articule autour des principaux axes de notre projet pour l'Europe, et que le Bureau exécutif puisse présenter en septembre à travers une feuille de route les grandes étapes de notre campagne ainsi que les différents scénarios politiques envisageables de l'autonomie au rassemblement le plus large pour la construction d'une liste pro-européenne et écologiste pour une autre Europe solidaire, fédérale et régionale.
- demande qu'un point d'étape soit fait au Conseil fédéral du mois de juin. Entre juin et septembre, des points intermédiaires seront communiqués sur la liste de diffusion du Conseil fédéral ;
- demande que ces différents scénarios soient étayés par des discussions/négociations avec les différentes formations politiques et acteurs citoyens susceptibles de participer à des listes communes ; l'avancée des discussions sera présentée lors des prochains Conseils fédéraux.
- demande que les modalités de reversement concertées aux mouvements et organisations de l'Ecologie politique et sociale soient fixées ensemble préalablement ;
- demande que les candidats prendront l'engagement de siéger aux côtés des élu.e.s des autres partis membres du Parti vert européen (PVE).
- demande que ces scénarios politiques soient soumis au vote du Conseil Fédéral.

Unanimité moins 2 contre